

CIBLE

L'ami Frits

Frits Bolkestein n'est pas notre ami, mais celui de tous les ultra-libéraux.

On sait que cet ancien commissaire européen a rédigé un projet de directive portant sur la libéralisation des services.

On sait aussi que cette circulaire pose le principe du « pays d'origine », selon lequel le prestataire de services est soumis à la seule loi de son pays, non à celle du pays où il travaille : c'est donc l'entrepreneur qui verse les plus bas salaires et qui vit dans un pays à faible protection sociale qui ramera les marchés dans de très nombreux domaines.

Résultat ? Encore et toujours plus de chômage.

Les ultra-libéraux français se réjouissent discrètement (à cause du référendum) et les socialistes français s'insurgent : les anciens signataires des accords de Lisbonne et de Barcelone ne promettent-ils pas une « avancée » vers l'Europe sociale ?

Même s'ils sont sincères, François Hollande et ses amis avanceront tout seuls. Parce que l'ami Schröder est partisan de la directive Bolkestein et du principe du pays d'origine. Tout comme l'ami Blair. La partie est jouée. Des millions d'électeurs seront refaits.

RACIALISME

Des fous et des pervers

Afghanistan

**Reconstruire
l'État**

p. 6/7

Idées

**François
Mauriac**

p. 9

Dissidence interdite

Avez-vous remarqué en marchant dans les rues - n'en déplaisent à l'ami Brassens - que les bancs publics d'amoureuse mémoire disparaissent ? Que des rangées de piques à repousser le clochard hérissent le pied des vitrines ?

Avez-vous remarqué aussi que les sièges des stations de métro, barrés d'accoudoirs ou en forme de coquille, interdisent à l'errant d'y récupérer sa petite heure de sommeil ? Que des pelouses sont arrosées exprès pour dissuader le promeneur de s'y étendre, des margelles de bassin inondées pour l'empêcher de s'asseoir, bref que l'espace public de nos cités est de plus en plus pris par une frénésie d'inventions inhospitalières ?

Des sociologues du CNRS s'en sont ému. Eux-mêmes ont noté que les espaces privés, a fortiori, fortifient leurs abords - immeubles retranchés derrière leur digicode, villas fortifiées, quartiers sournoisement réservés aux propriétaires, « *gated communities* » (1) gardées par des vigiles... L'espace de circulation s'est restreint, hérissé d'interdits, cantonné de réserves ; on n'y accèdera plus bientôt que sous condition de revenus, cooptation, présentation correcte, bon teint-belle gueule, et encore, cet espace

recalibré sous le double effet du tapin commercial et du maintien de l'ordre est-il déjà perforé de perspectives haussmanniennes qui ouvrent aux champs de tirs vidéo des visées franches, arraisonnent tout recoin d'immeuble, bosquet, square, bac à sable, angle aveugle, sous le feu croisé des spots et caméras espions, dans l'improbable ambition d'imposer au dédale citadin une définitive transparence.

Utopie. Car la ville résiste. Elle résistait même quand un Ceausescu faisait donner les bulldozers, car sur la table rase de la mégapole totalitaire comme autour des parkings de l'hypermarché ultra-libéral, repousse toujours la jungle urbaine, le maquis des résistants, la mafia des trafiquants ou la cour des miracles des exclus : infirmes, prostituées, enfants des rues, chiens sans collier proliférant à l'envers du décor protocolaire. De même qu'aujourd'hui à leur manière et pour un temps, les opinions refoulées par les médias trop en main rejaillissent

à travers l'espace pas si virtuel des télécommunications informatiques.

Reste à poser le diagnostic quant à l'état de ceux dont la *gouvernance* politique et sociale induit ce déplacement forcé des convivialités élémentaires, cette déportation programmée des libertés quotidiennes.

La chose est claire : ils vont mal. L'humanité commanderait de les soigner, s'ils se laissaient faire... Mais tout leur problème est là : sous leurs airs conquérants ou benoîts de gestionnaires, ils sont paniqués. Ils vivent écartelés entre l'euphorie de leur cocon élitaires - logement de fonction mental autrement plus scandaleux que celui dont on fait grief à l'un d'eux - et la plus lamentable et pitoyable peur. Qu'un clochard s'assoie sur un banc et s'y endorme, voilà leur politique en péril ; qu'un banlieusard se roule sur le gazon ou qu'une vagabonde squatte devant leur commerce et voilà leur république menacée... D'où la technologie avancée que leurs serfs

développent pour que les meubles meublant la ville perdent les reliefs et les aspérités où pourraient se nicher les oiseaux et les hommes : lisse comme un crâne d'œuf, leur monde rêvé ne se prête ni ne se donne au passant ; il est, dans sa rondeur plastique et ses teintes amènes, l'implacable rictus du riche.

Une idéologie de chaise. Interdiction de s'asseoir. Allez faire ça ailleurs. Nous ne voulons pas savoir où. Au mieux, disparaissent. Si vous ne consommez pas, n'en dégoûtez pas les clients.

On se doute que l'image s'applique à une autre échelle : non seulement à la pensée vivante, dont les alternatives et les nuances fécondes sont impérativement renvoyées au vestiaire, mais à toute la partie souffrante et désirante de la planète, censée accueillir du même sourire les touristes et la noble ingérence humanitaire qui nous rassure, nous détournant de rien réformer à nos chienlits. Soyez reconnaissants, ne remettez pas en cause politiquement ce qui demain vous engraissera à votre tour. Et n'infligez surtout pas au public la présence insistante de votre maigreur. Tenez, soyez gentils, avant qu'on envoie les agents, allez vous asseoir ailleurs.

S'asseoir ailleurs ? C'est la définition même de ce qu'ils interdisent et préconisent à la fois : la dissidence. Qu'ils se renseignent pour savoir si la tactique est payante. Des empires plus solides que le leur se sont effondrés pour moins que ça.

Luc de GOUSTINE

(1) *Gated communities*. Quartiers résidentiels enclos, gardés 24h/24, au mode de vie fondé sur les loisirs, et gérés sur le modèle des villes privées. Véritables ghettos dorés ils ont vu le jour à Los Angeles dans les années 60.

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Dissidence interdite - p.3 : Domi, fais-nous peur ! - Bécassin fait le ménage - p.4 : Collision des chiffres - Les ouistitis votent pingouin - p.5 : Mal bouffe - p.6/7 : Reconstruire l'Etat - p.8 : Temporel - Nouvelles fractures sociales - p.9 : Mauriac, l'admirable - p.10 : Mémoires interrompues - Il était une fois... - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La campagne raciale.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Domi, faisons peur !

Ambiance « soirée noire » à la télévision : Monsieur Dominique dégaine, flingue à tout-va, joue au poker menteur et tente un coup de maître chanteur.

Amis, retenons un souf-fle léger du temps passé et allons voir sous la rose comment s'éclosent les menus échos de la rue de Solferino.

Ce morceau de style d'une rare délicatesse est destiné à dulcifier les nerfs de ceux qui ne peuvent regarder l'émission « Cent minutes pour convaincre » (France 2) sans risquer l'apoplexie – ni souffrir qu'on évoque ce bouge à oligarques.

Il faut pourtant avoir le courage de supporter cette épreuve. Digne d'un film noir des années cinquante, la soirée du 17 février mérite d'être inscrite dans les annales de la campagne référendaire.

Sacrée soirée !

On a vu Monsieur Dominique (DSK pour ces dames médiatiques) faire la morale à Hervé Gaymard, dit « Duplex », sur ses meneries immobilières. Oui, Monsieur Dominique en personne, traqué naguère par les médias pour une affaire de droit co, dont il fut blanchi in extremis et qui maintenant dénonce, nez pincé, le « scandale » provoqué par un oligarque qui s'est moqué du pauvre monde mais qui n'a pas été soupçonné de pratiques délicieuses !

On a vu Monsieur Dominique, dirigeant d'un Parti qui s'affirme socialiste, recourir à l'intimidation et au chantage pour tenter de convaincre les téléspectateurs d'approuver le « traité constitutionnel ». Maître-argument ? Si le Non l'emporte, « l'euro

peut se déliter, il peut disparaître ».

Domi, faisons peur ! Si tu crois que tu vas récupérer de cette manière tout un peuple égaré, tu te mets le doigt dans l'œil. D'abord parce que le traité de Nice continuerait de s'appliquer en cas d'échec d'un référendum national : ni la Banque centrale européenne ni la politique monétaire ne seraient (hélas) remises en question. Ensuite parce que l'« euro fort » freine mécaniquement nos exportations. Enfin et surtout parce que, de 1999 à 2003, le taux de croissance de la zone euro a toujours été inférieur à celui des pays de l'Union européenne qui n'appartiennent pas à cette zone monétaire (1).

On a vu, enfin, Monsieur Dominique mettre toutes ses cartes sur la table et dégainer : « Si je suis le mieux placé (pour défendre le projet socialiste), je n'hésiterai pas à y aller ».

Où ? A la présidentielle, bien sûr ! Pour cela, il faudra que DSK flingue Hollande et les hollandistes, Fabius et la fabiusie et pas mal de vrais socialistes.

Vas-y Domi ! Tente le coup... Mais numérote tes abattis. T'es un dilettante, ta bande ne fait pas le poids. Tu vas salement trinquer, bonhomme, c'est moi qui te le dis.

Colonel SPONZ

(1) Comme l'a montré Michel Pinton lors de la session de l'IFCCE tenue à la Chapelle Saint-Luc les 29 et 30 janvier.

Bécassin fait le ménage

Où l'on apprend que le fils caché de Bécassine n'est pas si niais que le pensent nos fidèles lecteurs : dans ce nouveau chapitre, Joseph-Porphyre punit les étourdis et récompense les gentils.

Bien au chaud dans sa robe de chambre, notre ami Bécassin lisait *L'Hibernation* en prenant son café au lait.

Dourak ! s'exclama-t-il soudain.

Madame Bécassin sursauta.

Dourak dourakom ! renchérit Joseph-Porphyre, rouge de colère.

Madame Bécassin tressauta. Quand son mari se mettait à jurer en russe (1), langue dont il maîtrisait quelques mots que lui avait appris le petit-fils du général Dourakine, son cousin à la mode de Bretagne, c'est que vraiment le char de l'État naviguait sur un volcan. Il s'agissait alors de filer doux, et de fixer d'un air concentré le fer à repasser glissant sur le col de la chemise vizirale avec la lenteur d'une felouque remontant le Nil.

La vizirette se tint coite mais elle savait à quoi s'en tenir. Le courroux de Bécassin, c'était ce satané *bach-defterdâr* (2) qui l'avait provoqué. Pourtant c'était un fidèle du Calife, beau et bien élevé, qui voulait désintoxiquer les Français de la dépense publique.

Et voilà que ce Gaymard se faisait pincer pour une histoire d'appartement, un duplex de 600m² que les médias ont trouvé trop grand et trop onéreux. Au lieu de se jeter aux pieds de Serge July, ce grand bêta de Roumi s'était mis à raconter qu'il n'avait pas eu le temps de demander le prix du loyer, qu'il avait une femme et huit enfants,

qu'il était fils de cordonnier et qu'il n'avait « pas de fric ».

Pas de fric ? Pourtant, le Calife répandait à profusion *filouri* et *kourouch* (3) et les revenus des beys et pachas de la chiraquie n'étaient pas des plus modestes.

Ces histoires de piastres, Bécassin s'en fichait bien, lui qui avait vu transiter cent et cent valises bourrées de dirhams, de dollars, de francs et d'euros frais sortis des machines. Mais ce qu'il ne pouvait accepter, c'était un mauvais plan de communication bourré de meneries qui n'abusaient pas les gazetiers plus d'une demi-journée. Cela au moment où Nicolas Sarkozy, l'ancien *mousâhib* (4), reniait sa turquerie et affûtait ses coutelas.

C'est pourquoi Bécassin a donné un grand coup de balai : Hervé, Clara et les gosses ont été prestement expédiés dans leurs montagnes natales et le Vizir a nommé Thierry Breton à la place du maladroït Gaymard. Pourquoi lui ? Parce que c'est un gentil qui fait du profit.

Et les Français dans tout ça ? Ils auront tout oublié quand ce sera l'heure de voter. Oui.

Quel malin ce Bécassin !

Sylvie FERNOY

(1) *Dourak* : Imbécile. *Dourak dourakom* : triple buse – pour ne pas dire plus.

(2) Chef de l'administration financière de l'empire ottoman.

(3) Monnaies en circulation dans l'empire.

(4) Favori du Sultan.

La collision des chiffres

La règle d'or avait été énoncée par un social-démocrate allemand, le chancelier Helmut Schmidt : « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ».

Telle était la mirifique promesse - celle d'une diffusion de la richesse et du bien-être par des entreprises privées à la fois rentables sur le plan financier, économiquement efficaces et favorisant de manière quasi automatique le progrès social.

C'est au nom de cette promesse qu'on a privatisé, déréglementé, restructuré, délocalisé, licencié et comprimé au maximum les salaires. Il fallait que les ouvriers, les employés, les cadres fassent des sacrifices pendant quelques années pour préparer les lendemains enchantés du marché globalisé.

L'économie se purifiait tellement qu'on ne parlait plus de *capitalisme* ni de *profit*, mais de *management*, de *bénéfice net*, d'*entreprise citoyenne*... tandis que les patrons ultra-libéraux exigeaient toujours plus de leur personnel réduit à la portion congrue en raison de la *dureté de la crise* et de l'*âpreté de la concurrence internationale*. Une collision de chiffres publiés en février a définitivement prouvé que le « *théorème de Schmidt* » est faux et que les sacrifices imposés aux salariés bénéficient à leurs patrons.

Les profits d'aujourd'hui ? Ils sont énormes ! La Société générale se félicite d'une progression de son résultat net de 25,4 % en 2004, soit 3,13 milliards d'euros. Chez

Total (profit de 9,6 milliards d'euros) on ne cache pas plus sa joie que chez L'Oréal et Arcelor...

Les investissements de demain ? Ils n'existeront pas ou très peu ! Les profits accumulés ont été redistribués aux actionnaires sous forme de dividendes ou ont servi au rachat par les entreprises de leurs propres actions : les sociétés inscrites au CAC 40 ont ainsi reversé aux boursiers 25 milliards d'euros. Ils serviront à alimenter la machine spéculative, qui d'ailleurs fonctionne mal depuis le grand krach de l'an 2000.

Les emplois d'après-demain ? Ils ne seront pas créés ! Au moment où l'oligarchie économique et financière célébrait son triomphe, on apprenait que le taux de chômage avait atteint en janvier 10 % de la population active, ce qui ne s'était pas vu depuis cinq ans. Et encore, il ne s'agit que d'une statistique minimaliste qui atténue les effets conjoints des licenciements *profitables*, des délocalisations et de l'*euro fort*.

Comme le taux de croissance est resté positif en 2004 (+ 2,5 % en données brutes) ce sont les ménages qui financent - souvent par un coûteux endettement à court terme - une bonne part de l'activité économique. Fragile soutien.

Annette DELRANCK

Les ouistitis votent pingouin

Nous avons appris par ouï-dire que l'Élysée était en panne d'arguments pour le Oui. Il suffit pourtant de lire notre journal pour en trouver.

Un quotidien insoupçonnable, le *Oui-Monde*, nous apprend (18/2/05) que « *l'Élysée peine à trouver des arguments en faveur du "oui"* ».

Les conseillers du président seraient-ils des peine-à-ouïr ? Je n'en crois pas mes ouïes.

Il est vrai que, jusqu'à présent, j'ai surtout entendu des Ouistes proférer des menaces censées écrouler les partisans du Non : *si vous n'adoptez pas la « Constitution » vous détruisez l'Europe et humiliez la nation !* C'est ce que j'appelle l'argument *ouille !* Le Non c'est mal, et le Non ça ferait mal... à cause du qu'en-dira-t-on.

Une autre méthode consiste à hâter la tenue du référendum afin de réduire la durée de la campagne pour le Non. Dans la société de l'information et de la communication, on voudrait donc gêner ou empêcher la libre... communication des opinions ? Ce joli paradoxe ayant été largement communiqué, on peut supposer que le Non a gagné plusieurs dizaines de milliers d'électeurs opposés à la castration de bipèdes sans plumes et néanmoins démocrates. Mais il paraît qu'on y gagne puisque le Oui est sans pourquoï.

Je ne me résigne pas à ce Oui pétrifié. Qu'on m'écrive ! Je sais comment *positiver* le Oui, et *décliner* un argumentaire concret et de proximité.

Piochant au hasard, je tire de ma *boîte à outils* l'argument du Pingouin qui peut être utilisé par les hollandistes comme par les raffari-

niens parce qu'il allie communautarisme et branchitude.

Nous savons (cf. *Royaliste* n° 852) que le professeur Keisuke Ueda (Université Rikkyo de Tokyo) a mis en évidence l'homosexualité de pingouins vivant leur différence dans seize aquariums et zoos japonais.

Nous avons récemment appris que trois couples de pingouins mâles semblent avoir fait leur *coming out* au zoo allemand de Bremerhaven. Pour vérifier leur homosexualité, des chercheurs ont introduit dans le zoo des pingouines suédoises au grand dam des organisations gays et lesbiennes qui reprochent aux scientifiques leurs préjugés homophobes.

En prenant résolument le parti des pingouins, les Ouistes montreraient que le traité constitutionnel garantit concrètement le droit à la différence, favorise une sexualité libérée, égalise la condition humaine et l'animalité, renforce les amitiés particulières franco-allemandes.

Le slogan : « Les Ouistitis votent Pingouin ! » cultiverait l'expressivité par l'inédit en exploitant la veine ludique, déclinable dans des spots télévisés. Une délégation de gays-pingouins allemands pourrait être invitée par le maire de Paris au défilé des fiertés homosexuelles, lesbiennes, bi et trans. Les phoques danois sont également les bienvenus.

Angélique LACANE

Mal bouffe

Les retrouvailles euro-américaines n'ont pas eu lieu. Les Européens sont désormais seuls au monde. C'est chacun pour soi et Dieu pour les Américains.

« **L**ongtemps je me suis couché de bonne heure ». George Bush comme l'Américain moyen est dans son lit à dix heures. Aux États-Unis - New York excepté - les restaurants sont pleins à partir de six heures et on ne sert plus après neuf. Faire dîner Chirac à l'ambassade américaine à Bruxelles au lieu d'un bon restaurant près de la Grand-Place, c'était peut-être un clin d'œil aux *fast-food* dans lesquels, étudiant, il avait opéré, mais c'était cinquante ans en arrière. Accepter un dîner à Mayence sur les bords du Main sans *boire frais* - Bush ne buvant plus que de l'eau - dans une salle de bal compassée et impersonnelle, d'un ennui profond, c'était sinistre. Même le *breakfast* pris avec Tony Blair n'a pas la même substance d'un côté ou l'autre de l'Atlantique. Quand on ne se comprend pas autour d'un repas, on éprouve les plus grandes difficultés à se comprendre dans l'existence. Les relations internationales n'échappent pas à la règle. Ce qui était vrai à la veille de la guerre de 1914 entre la France du bon vin, de la crème ou de l'huile d'olive et l'Allemagne de la bière, du chou et des *kartoffel* - et ne l'est plus aujourd'hui - l'est devenu entre l'Europe et les États-Unis. Le protocole n'a rien compris à moins qu'il ne l'ait fait exprès.

Ceux qui nous annonçaient à grand renfort publicitaire que nous allions voir ce que nous allions voir en sont pour leurs frais. L'offensive de charme de Condi Rice - pour ceux qui aiment les maîtresses femmes -

est retombée comme un soufflet. Le nouveau départ pour les relations transatlantiques a tourné court. On en viendrait même à être déçu. Le voyage de Bush est pire qu'un coup pour rien. Il se révèle contre-productif. Non seulement on ne s'est pas rapproché mais du coup on a pris conscience que l'on s'était bien plus éloigné que l'on ne pensait. Américains comme Européens ont pu faire la même constatation. Chacun était désireux de parler à l'autre, de se consulter, mais tout à coup nous n'avions plus rien à nous dire. L'attentat au Liban a fourni un sujet pour quelques minutes entre deux longs silences.

D'aucuns prétendront que nous sommes désormais d'accord et que les ménages heureux n'ont pas d'histoire. C'est tout le contraire. Comme il fallait impérativement donner le change, on n'a abordé aucun sujet qui fâche, autant dire aucun. L'ordre du jour est resté en blanc. Avant la visite, les diplomates avaient encore un objectif : comme on dit, il fallait lever l'hypothèque. La visite a eu lieu, l'hypothèque est levée. Et maintenant qu'est-ce qu'on fait ? La question est demeurée sans réponse. On ne va pas recommencer de sitôt une visite européenne. On avait convaincu le président Bush qu'il fallait la faire. Il y a été manifestement à reculons. Il a avalé toutes les couleuvres. Il s'est ennuyé sec pendant quatre jours dans le froid. Maintenant il considère qu'il a donné et qu'il ne faut plus rien lui demander. Il est à craindre que

l'on ne lui reparlera plus d'Europe avant longtemps.

Les Européens doivent faire le même bilan. Ils sont seuls au monde. Le grand frère les a quittés. Il ne faut plus qu'ils conservent la moindre illusion à son sujet. Pas d'hostilité de principe, mais chacun suit sa voie, indépendamment de l'autre, et, sauf exception, du côté américain dans l'indifférence. Côté européen, les responsables nationaux et communautaires auront-ils ce courage, cette force d'âme ? Ils n'ont pas le choix : la Maison Blanche n'aura pas de temps pour eux. Le voyage américain est désormais une formalité inutile. Il faudrait que nous en tirions rapidement toutes les conséquences. Les Américains, qui ne seront plus lestés de nos pesanteurs historiques, de nos lenteurs existentielles et de nos pudeurs politiques, iront de plus en plus vite. Ils vont allègrement prendre de l'avance et se donner des ailes. Par exemple, il se pourrait bien que la visite de Bush à une base américaine en Allemagne soit la dernière du genre, parce qu'il n'y aura bientôt plus de telles bases.

Les Européens n'ont pas de temps à perdre. Le voyage Bush devrait devenir un argument majeur dans le débat sur le traité constitutionnel. On peut en tirer telle ou telle conclusion, mais il devrait être au centre de la discussion et susciter un grand élan populaire. Les manifestations anti-Bush en Belgique ou en Allemagne n'ont attiré que les quelques franges habituelles, avec raison car ce n'est pas ou plus le débat. Il est trop tard pour être pro-Bush ou anti-Bush. Il n'est pas trop tôt pour se construire soi-même et agir.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ALBANIE** - A la suite d'une initiative prise par quatre personnalités albanaises (l'écrivain Ismail Kadaré, l'archevêque Rrok Mirtida, les professeurs Mentor Petrela et Marks Cikuli), le ministre de la Santé a décidé d'attribuer au principal hôpital de Tirana le nom d'Hôpital Reine Géraldine. La reine Géraldine d'Albanie, décédée en octobre 2002, était l'épouse du roi Zog 1^{er}, elle avait suivi son mari chassé d'Albanie après l'invasion italienne d'avril 1939 et n'avait pu regagner son pays qu'en juin 2002 lorsque la famille royale était rentrée d'exil. Dans leur requête les personnalités en question avaient appelé « l'œuvre accomplie par la reine-mère, ses activités et le lien qu'elle présentait entre la nation albanaise, à laquelle elle a dédié sa vie, et la communauté européenne ».

♦ **AUSTRALIE** - Monarchie constitutionnelle dont le chef de l'État est la reine d'Angleterre Élisabeth II, l'Australie est périodiquement en proie à d'intenses campagnes menées par ceux qui voudraient voir cette monarchie abolie et remplacée par une république. En 1999, ces républicains ont perdu un référendum sur le sujet mais le débat reste vivace. Il semble cependant être mis actuellement sous le boisseau en raison d'une avalanche de visites de « royaux » qui flatte les Australiens. En effet sont annoncés successivement le prince-héritier du Danemark Frédéric et son épouse la princesse Mary originaire d'Australie, le prince Charles, futur héritier du titre de roi d'Australie, puis la princesse héritière Victoria de Suède. « En dépit de tout le débat sur une république australienne, il y a une fascination surprenante pour la royauté » avoue Kim Wilson, la rédactrice en chef du magazine OK.

♦ **CONGO** - Le royaume traditionnel des Téké, l'ethnie majoritaire du Congo, est ébranlé par une grave crise de succession, née de la décision du pouvoir de Brazzaville d'imposer « son » roi à la tête de cette communauté, en opposition avec la décision des grands électeurs de la cour royale qui avaient, conformément aux usages, désigné le 17^e Makoko, roi des Téké, en la personne d'Auguste Nguempio un retraité de la mairie de Brazzaville, âgé de 77 ans. S'appuyant sur quelques chefs traditionnels, deux grands électeurs démissionnaires ont, eux, proclamé roi Maurice Intsilambia, un féticheur connu pour ses liens privilégiés avec le président Denis Sassou Nguesso. Et ce dernier s'est empressé de présenter, reconnaissance suprême, « son » roi à Jacques Chirac lors de sa visite dans la capitale congolaise. Dans une lettre ouverte au président Sassou Nguesso, la diaspora Téké de France l'accuse de « vouloir lui imposer un roi illégal » et lui déclare : « En refusant de reconnaître le roi Nguempio désigné par la cour royale, vous détruisez les règles qui guident le choix du roi ».

Reconstituer l'État

Agrégé de philosophie, diplômé de l'INALCO (persan), docteur en sciences politiques, Olivier Roy a été représentant spécial de la présidence de l'OSCE au Tadjikistan en 1993 puis chef de mission dans ce même pays en 1994. Consultant au Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires étrangères depuis 1984, il est directeur de recherche au CNRS. Auteur d'un livre remarqué sur *l'Islam mondialisé*, Olivier Roy a publié voici vingt ans un ouvrage sur l'Afghanistan qui l'a fait reconnaître comme l'un des meilleurs spécialistes de ce pays.

■ **Royaliste : Quel est, aujourd'hui, le problème principal en Afghanistan ?**

Olivier Roy : C'est la reconstruction de l'État et de la nation. Il faut que le pays existe à nouveau, au lieu d'être un carrefour entre les influences extérieures. Souvenons-nous que l'Afghanistan est un pays récent, créé par un chef de tribu pachtou, qui n'existe que par le jeu des équilibres régionaux. La règle est simple : quand les puissances extérieures sont fortes, l'Afghanistan se rétrécit ou disparaît ; quand elles sont faibles, le pays s'affirme et peut même s'étendre.

■ **Royaliste : Quelles sont, au XVIII^e siècle, les puissances qui importent ?**

Olivier Roy : Il y a l'Iran, chiite, alors que l'Afghanistan est un État sunnite : la situation n'a pas changé depuis. Au nord, il y avait des émirats ouzbeks - et nous avons maintenant l'Ouzbékistan. À l'est, c'était l'Inde des Moghols qui deviendra britannique et qui a fait place au Pakistan. Ces empires ont la même structure : les empires iranien et moghol sont dirigés par des Turcs, et les Ozbeks sont turcophones, mais partout le persan est la langue de cour et de culture, l'armée iranienne est chiite, les forces des Moghols et des Ozbeks sont sunnites.

■ **Royaliste : À partir de quand peut-on parler d'une monarchie afghane ?**

Olivier Roy : Au début, on parle de l'émir de Kaboul : c'est en 1920 seulement qu'il est désigné comme roi. Depuis 250 ans, les gouvernants appartiennent au même groupe tribal pachtou.

Très rapidement, les familles gouvernantes ont pris leur autonomie vis-à-vis des tribus ; elles ont quitté Kandahar, capitale des tribus de sud, pour s'installer à Kaboul à la fin du XVIII^e siècle. Or Kaboul n'a pas d'identité ethnique : on trouve dans la ville et aux alentours divers groupes tribaux et ethniques. Il y a des persanophones au nord, des pachouns au sud, l'est est plutôt hazara...

La capitale est donc à la jonction des lignes de force de l'Afghanistan : la population de Kaboul est en général venue d'ailleurs - on se détribalise en s'installant dans la ville, on se met à parler le persan (le *kabouli*) et on a une forte identité citadine : les habitants s'appellent kabouli. Cela permet au souverain de n'être l'otage de personne, tout en se présentant aux tribus comme leur représentant légitime.

■ **Royaliste : Quelles sont les conséquences des changements d'équilibres régionaux au XIX^e siècle ?**

Olivier Roy : L'Iran ne bouge pas mais les Moghols et les Ozbeks s'effondrent devant les empires russe et anglais,

qui décident entre eux de faire de l'Afghanistan un État tampon : les traités anglo-russes délimitent la frontière au nord, un traité anglo-iranien définit la frontière ouest et la fameuse *ligne Durand* à l'est n'est pas une frontière nationale mais trace les zones d'influences respectives du vice-Roi des Indes et de l'émir de Kaboul pour le contrôle des tribus. Ce n'est toujours pas une frontière nationale.

C'est ainsi que le système s'équilibre à la fin du XIX^e siècle, avec un État afghan dont la souveraineté est limitée puisque sa politique étrangère est soumise à l'approbation du vice-roi des Indes. En revanche, les Anglais veulent que Kaboul soit assez puissant pour contrôler les tribus du nord-ouest et soutenir la construction d'un État fort. Cet État se constitue d'abord grâce à l'organisation d'une armée centrale chargée des campagnes de pacification des tribus. Pour éviter que l'émir ne finance cette armée par l'impôt, ce qui serait perçu comme une prédation, il fait appel à l'aide financière étrangère - en l'occurrence les Anglais qui lui donnent un équipement moderne.

Cependant, il faudra attendre plus de cinquante ans pour que cette armée puisse se passer des levées tribales. L'objectif est atteint en 1949 et le pouvoir central est dès lors en

mesure de développer l'étatisation du pays. Au bout d'une dizaine d'années d'efforts, l'Afghanistan est effectivement administré par l'État.

■ **Royaliste : De quelle manière ?**

Olivier Roy : Localement, il y avait un poste militaire dirigé par un officier qui détenait les pouvoirs civils et militaires, une école, quelques commerces, l'arrêt du bus. L'officier jouait un rôle de médiateur, s'arrangeait avec la coutume.

À Kaboul, le roi exerçait une autorité reconnue, entretenait des relations dans tout le pays et dans tous les groupes, disposait de ses réseaux de clientèles.

Contrairement à ce que disent tous les journalistes, les ennemis ne sont pas venus des tribus, mais de l'appareil d'État - des officiers et des fonctionnaires qui étaient communistes et qui ont fait le coup d'État contre Zaher Chah. Vous connaissez la suite : la guerre contre les Soviétiques, l'anarchie après leur départ, la victoire des talibans.

■ **Royaliste : En prenant pied à Kaboul, les Américains avaient-ils un projet ?**

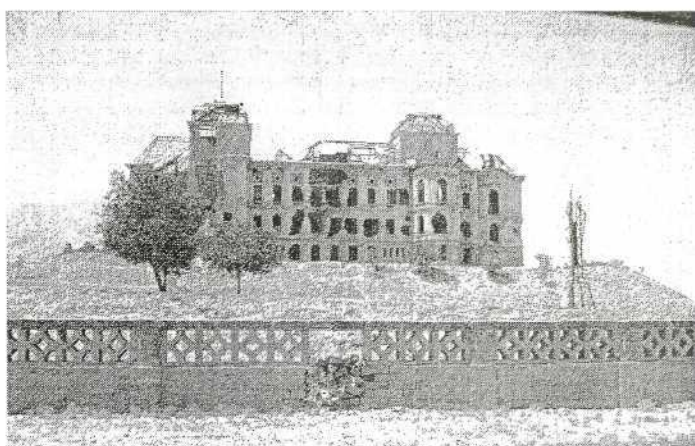
Olivier Roy : Non, contrairement à l'Irak, ils se sont contentés d'une gestion empirique de la situation. En accord avec les Européens, les Américains ont choisi un processus de reconstruction de l'État. Il y a

donc eu reprise de la tradition monarchique avec Karzaï, qui s'est clairement présenté comme successeur de Zaher Chah, avec l'assentiment du roi.

Karzaï a repris la politique qui avait été celle de la monarchie au XX^e siècle : il s'est appuyé sur les Pachtounes, ce qui était d'autant plus facile que les proches de Massoud n'ont pas tenté de s'y opposer, préférant réussir des carrières individuelles. Les tensions ethniques ont été neutralisées dans un équilibre hiérarchisé entre les différents groupes. Plus généralement, le pouvoir central a fait valoir à la population que la restauration de l'État était préférable à la dictature des petits chefs locaux.

■ Royaliste : Pour quels résultats ?

Olivier Roy : Cette politique est en train de réussir. Bien sûr, les choses sont très complexes sur le terrain mais on ne peut pas dire, comme je l'entends trop souvent, que le pays est tenu par les seigneurs de guerre. Il y a bien quelques seigneurs de guerre : ce sont les chefs de la coalition qui ont participé au renversement des talibans. Ils n'occupent pas l'ensemble du territoire, puisque celui-ci était en grande partie contrôlé par les talibans mais seulement certaines régions : Doustom ne contrôle même pas Mazar-i Charif, la capitale du Nord,



■ *Un État à reconstruire... les ruines de Dar Ulaman, l'ancien palais royal construit par le roi Amanoullah dans les années 20.*

Ismaïl Khan a été démis en septembre 1994 et il n'y a pas de seigneur de guerre dans le Panjshir puisque Massoud a été tué.

Tout l'art de Karzaï a été de laisser dépérir les mouvements issus de la résistance : les anciens moudjahidines ont été intégrés à l'armée nationale, les commandants les plus capables ont été intégrés dans l'appareil d'État.

La reconstruction de l'État se fait donc selon les méthodes utilisées depuis deux siècles, ce qui fait que le pouvoir de Karzaï est légitime aux yeux des Afghans. Cette légitimité est d'autant plus forte qu'il y a toujours eu un pouvoir souverain dans l'Afghanistan moderne, alors que le pouvoir a été radicalement détruit en Irak. Après la chute de

Kaboul, le roi est revenu, s'est installé dans un palais de Kaboul et c'est maintenant Hamid Karzaï, membre de la tribu royale, qui lui succède à la suite des élections.

Les Afghans se sont passionnés pour ces élections ; elles ont nettement marqué la défaite des talibans qui avaient voulu, comme en Irak, empêcher le processus démocratique.

Hamid Karzaï n'a pas été élu sur un programme politique : son élection constitue un contrat social pour la reconstruction d'un État indépendant des groupes ethniques. Si les Afghans avaient tous voté selon leur identité ethnique, les pachtounes qui sont majoritaires auraient dominé le pays.

Mais Karzaï a été aussi l'élu de Tadjiks et d'autres groupes, si bien qu'il est en mesure d'exercer sa fonction présidentielle.

■ Royaliste : Que va faire le président Karzaï ?

Olivier Roy : Le contrat passé entre Karzaï et les Afghans implique une politique de paix et de développement. Cela signifie que l'aide étrangère est et restera pendant longtemps décisive, mais dans le respect de la souveraineté afghane.

D'où le débat sur le rôle des ONG. Ces organisations tiennent en général un discours négatif qui sert leurs intérêts : « *tous les indigènes sont corrompus, laissez-nous faire parce que nous sommes experts en développement* ». Du coup, ils recrutent des Afghans qu'ils paient large-

ment comme chauffeurs ou interprètes alors qu'ils seraient beaucoup plus utiles dans l'administration afghane. De plus, les ONG font tout pour court-circuiter l'appareil d'État : leurs techniciens sont sans doute plus efficaces, mais il est aujourd'hui important que les routes soit construites par l'État, même si c'est un peu plus long. Enfin, elles privilégient les alliances avec les potentats, ce qui n'incite pas les commandants locaux à respecter l'État. C'est comme cela qu'on empêche un pays de renaitre.

■ Royaliste : Que dire des voisins de l'Afghanistan ?

Olivier Roy : C'est une autre question-clé car l'avenir du pays est fonction de ses relations avec ses voisins. L'élément majeur de perturbation vient du Pakistan qui, depuis plus d'un quart de siècle, veut un pouvoir à sa solde à Kaboul et considère que ce pouvoir doit être pachtoune et fondamentaliste. Une telle politique ne pourrait pas relancer les conflits entre Afghans.

Or le Pakistan est neutralisé depuis le 11 septembre par les Américains. Mais s'ils partent du pays, les Pakistanais auront à nouveau les mains libres parce que les pays européens, qui jouent un rôle positif en Afghanistan, ne feront pas sérieusement pression sur Islamabad. Mais le Pakistan est aujourd'hui affaibli par ses tensions internes, et l'Inde a besoin d'un Afghanistan fort pour passer avec lui une alliance de revers contre le Pakistan. Bien entendu, les Pakistanais redoutent un axe Kaboul- New Delhi...

Cela signifie que les relations entre Kaboul et Islamabad seront stabilisées quand les relations entre le Pakistan et l'Inde seront elles-mêmes stabilisées. Ce qui implique le règlement de la question du Cachemire. Tant que cette question n'est pas réglée, il faut une présence militaire internationale en Afghanistan qui permettra de conforter la renaissance de l'État.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Temporel

Prendre conscience du temps qui passe, c'est déjà une drôle d'histoire puisque c'est nous qui passons.

Quant à la *simple* conscience historique (1), elle est vraiment très compliquée - *vraiment* n'étant pas un adjectif approprié puisque, en vérité, l'affirmation de la conscience historique au XX^e siècle s'est faite selon un « *sens de l'histoire* » qui, sous la forme du matérialisme historique ou du progressisme naïf, est finalement apparu comme une illusion.

Olivier Davenas expose la critique nietzschéenne de cette illusion, à laquelle s'oppose la métaphore de l'Éternel retour. Mais la temporalité religieuse (juive, chrétienne, musulmane) continue de marquer fortement les consciences et, par ailleurs, la philosophie hégélienne de l'histoire demeure beaucoup plus riche que les aimables prévisions d'un Tocqueville.

Mais la conscience historique se nourrit aussi de *temps fictifs* dont il faut se méfier car ils peuvent devenir constitutifs (ô prophéties auto-réalisatrices !) et de récits hors du temps mais qui peuvent venir dans le temps de l'histoire. Quand Gilles Ascaride nous compte l'histoire du libre royaume des Amériques et de la dynastie qui présida à sa courte destinée, on se dit que rien n'est impossible à un roi oublié et perdu - s'il est perdu parmi les plus pauvres de son peuple. Il y a toujours de l'après, quand on refuse de dire « *jamais plus* ».

Jacques BLANGY

(1) Yellow Submarine/La Clepsydre, dossier n°132 : « *Conscience historique* », Éd. du Béalial', octobre 2004, prix franco : 14 €.

Nouvelles fractures sociales

Cartes à l'appui, deux géographes permettent de voir et de comprendre ce qui se disloque, se fragmente, se précarise, se délite, se paupérise dans notre pays qui n'est pas seulement affecté par le mal des banlieues.

Dans les années soixante du siècle dernier, beaucoup se représentaient une France divisée entre bourgeois et prolétaires, votant à droite ou à gauche selon cette opposition qui se retrouvait dans le paysage urbain avec ses quartiers riches et ses quartiers populaires.

Peu après la victoire de la gauche - donc du *peuple de gauche* - on regarda notre pays comme s'il était habité par des Français et par des immigrés - ces derniers peuplant les *quartiers sensibles*, situés en banlieue.

Cette vision sommaire n'a pas disparu, mais la fameuse *fracture sociale* dénoncée voici dix ans par Jacques Chirac figure souvent dans l'imaginaire comme une opposition entre des villes *pâles* et des banlieues *colorées*.

Bien entendu, la sociologie de la France a toujours été plus complexe. On se souvient que les classes moyennes échappaient au schéma de la lutte des classes. Aujourd'hui, la thématique de la *fracture sociale* avec ses connotations racialisantes ne permet pas de saisir dans toute leur ampleur les mouvements de fond dont nous sommes les témoins et les acteurs plus ou moins consentants.

Nous voyons par exemple que le centre des grandes villes fait l'objet de soins esthétiques qui les transforment en lieux de promenade propres et *sécurisés*. Nous sommes

sensibles à ce qui distingue les bourgeois traditionnels du XVI^e arrondissement parisien des bourgeois-bohèmes du Quartier latin. Ces aspects *sympas* de la *modernité*, dans lesquels se complait Bertrand Delanoë, doivent malheureusement être replacés dans une sombre perspective : aujourd'hui, ce n'est plus une seule mais plusieurs fractures sociales qui marquent le territoire et qui fragmentent les relations sociales.

À l'aide de cartes éloquentes, deux géographes nous confrontent aux dures réalités qui affectent aujourd'hui les classes et les groupes sociaux :

- Nos principales villes sont en train d'être conquises par deux groupes de la bourgeoisie : aux traditionalistes qui continuent d'habiter leurs quartiers coutumiers s'ajoutent les fameux *bobos* : cadres supérieurs, avocats et médecins au faite de la réussite, médiocrates... Cette *gentry* qui vote souvent à gauche investit les anciens quartiers ouvriers (la Bastille à Paris) et en chasse le peuple menu qui ne peut pas suivre l'inflation des prix de l'immobilier. Cette violence invisible déporte les ouvriers et les employés vers les zones périphériques - au-delà de la banlieue. Tel est le processus de *gentrification* que les élus de droite encouragent et que les élites roses et vertes gèrent dans la béatitude.

La banlieue des *reubeus* est pour partie imaginaire. D'abord parce qu'il y a toujours

eu des banlieues chics, qui perdurent, mais surtout parce que les classes moyennes, à leur tour chassées du centre des villes par la cherté des appartements, émigrent vers diverses banlieues... que les habitants pauvres évacuent pour s'installer de plus en plus loin des agglomérations, sur des territoires ruraux.

En termes simples, toujours précisément définis, Christophe Guilluy et Christophe Noyé décrivent ces formes actuelles de ségrégation urbaine qui dessinent de nouvelles frontières entre les groupes sociaux et qui ne se traduisent pas (ou pas encore) par des chocs frontaux entre les classes.

Mais l'histoire politique et sociale de notre pays n'est pas achevée. La classe ouvrière continue d'exister, nombreuse (24 % de l'emploi total) et compose avec les employés (29 %) un groupe des classes populaires qui est majoritaire. Les « *cadres et professions intellectuelles supérieures* » représentent 13 % de la population active (et travaillent à 42 % dans le secteur public) si bien que la globalisation ultralibérale ne profite qu'à une petite minorité de Français. Entre les riches et les pauvres, les classes moyennes sont en train de subir une paupérisation, une précarisation et une relégation sociale qui devraient à terme bouleverser le jeu politique.

Maria DA SILVA

(1) Christophe Guilluy & Christophe Noyé - « *Atlas des nouvelles fractures sociales en France* », cartographie établie par Dominique Ragu, Collection Atlas/Monde, Éd. Autrement, 2004, prix franco : 14,95 €.

Mauriac, l'admirable

Pourquoi parler de Mauriac alors que le calendrier commanderait d'évoquer le souvenir de Paul Claudel mort il y a cinquante ans ? Peut-être parce que Mauriac a parlé de son collègue mieux que quiconque et que nous retrouvons l'écho de son admiration dans le vaste recueil réalisé à nouveau grâce aux soins éclairés de Jean Touzot. C'est, par exemple, un article inédit, en date de juin 1963, où Mauriac raconte comment il découvrit le poète alors méconnu : « *Quand j'avais dix-huit ans, le seul fait de connaître L'Arbre (les trois premiers romans de Paul Claudel avaient été publiés sous ce titre) me liait à quelques amis comme un langage inconnu des autres hommes.* » D'une évocation frémissante, je retiendrai ce seul trait : « *Il domine certes son époque littéraire, mais comme un massif isolé et abrupt, visité par le feu du ciel plus que par les hommes de la plaine.* » Des pages telles que celle là m'expliquent pourquoi, à vingt ans, je courais à la bibliothèque municipale de ma ville provinciale pour dévorer le *Bloc-notes*, qui à ce moment était passé de *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber au *Figaro Littéraire*.

Mon attirance pour l'écrivain, celui du *Bloc-notes* et des *Mémoires intérieures* en premier lieu, a une explication simple. Lire Mauriac, c'était entrer de plain-pied dans le royaume enchanté de la littérature française. Qui donc, mêlant le fiel à une réelle fascination l'avait traité de « *Chateaubriand de basse époque* » ? De Chateaubriand il avait la musique, la sensibilité, souvent l'éloquence et bien sûr le goût du temps présent et de l'éternité. À l'enchanteur, il faut associer l'homme du culte du moi, ce Barrès dont jamais il ne médit, alors même que son flamboyant engagement à gauche aurait dû le soustraire à la constellation droitière. Mais il était comme cela, le fidèle du Mendès France des années cinquante, façonné par une culture et des livres qui n'avaient rien de nouvelle vague. Il y aurait énormément à dire de ses engagements politiques. La lecture de la biographie du toujours talentueux Jean Lacouture m'avait laissé quelque peu sceptique ou plutôt insatisfait. Il faudrait sans doute que je la relise pour corriger, éventuellement, mon impression, car Mauriac est à la fois de droite et de gauche, fidèle et généreux, solide et sensible. Il faudra peut-être un jour que j'explique pourquoi il est le plus maurassien des anti-maurassiens. L'écho de ses rapports avec Marc Sangnier et le courant sillonniste réclamerait à elle seule tout un chapitre. Il aime Sangnier, mais s'en moque aussi cruellement, n'hésitant pas à écrire que l'intelligence était plutôt du côté de l'*Action française*. Lui seul pouvait se permettre de tels propos iconoclastes, parce qu'il était souverainement libre.

Ainsi peut-il passer, sans le moins du monde se renier, de la *Table Ronde* des hussards à *L'Express* de la nouvelle gauche. Plus tard, il fulminera contre un certain modernisme post-conciliaire alors qu'il avait été le compagnon de route de l'équipe de *Témoignage Chrétien*. Déjà avant-guerre, il avait opéré de tels glissements, tantôt barrésien, tantôt démocrate-chrétien. Ce n'est nullement par incohérence, mais

bien au contraire par une sorte d'inflexible cohérence que des esprits secs et étroits ne sauraient admettre. De Claudel il a écrit qu'il « *avait plus de génie que d'intelligence, plus d'intelligence que de finesse* ». A son endroit on pourrait inverser la procession, en affirmant qu'il avait d'abord de la finesse, que c'était pour cela qu'il devint intelligent et qu'il lui arrivait d'avoir du génie. De ce point de vue, sa forme de pensée est intuitive, sensible, barrésienne, ce qui ne l'empêche nullement d'accéder à la dialectique qui s'exprime en arguments serrés, en analyses pertinentes, mais toujours sur fond de perception aiguë des personnes et des situations.

Jé ne puis, à ce sujet, me retenir d'un sourire à propos d'une polémique dont Jean Touzot a retrouvé le responsable en la personne d'un certain Eumée, qui, dans *La Nation française*, avait épinglé une chronique de Mauriac, d'ailleurs magnifique, où le vieux Lacordaire était dépeint dans son ultime retraite de Sorèze. Pierre Boutang avait écrit, parce qu'à l'évidence, Eumée, c'était lui : « *Bon écrivain, mais philosophe tout à fait nul, et dans cet ordre quasi illettré.*

Mauriac n'a jamais vraiment lu Marx et Nietzsche. Il n'y eut d'ailleurs rien compris. » L'intéressé avait été, semble-t-il, piqué au vif par cet impitoyable jugement, qui, probablement, était cruellement juste, à quelques nuances près. Ce qu'il y avait de littéraire et de psychologique chez Nietzsche était perçu par Mauriac d'un sûr instinct. Mais au total, l'écrivain n'avait rien d'un philosophe et il n'était à l'aise que chez ses semblables, les romanciers, les poètes et sans doute les mystiques. Boutang, d'ailleurs, n'a jamais mis en doute l'intelligence de Mauriac qu'il estimait trop pour ne pas polémiquer avec lui, partageant au-delà des sanglants désaccords du moment de vastes espaces de complicité.

Nous retrouvons là le mélange du temporel et de l'éternel pour peu que ce dernier soit partie prenante de notre condition incarnée. Le recueil de textes, non retenus par l'auteur mais pas du tout négligeables pour autant, entrecroise des morceaux de *bloc-notes* et des articles au feu de l'actualité avec des chroniques beaucoup plus écrites et éloquentes, à moins que l'éloquence ne rattrape brusquement le polémiste inspiré par une grande cause. Est-il possible encore aujourd'hui de subir les échos de moments qui s'effacent et dont les éphémérides ne comptent pas parmi les plus notables ? Sans doute oui, parce que le journaliste leur a gardé l'élan de la vie, l'éclat des corps à corps, la brûlure des convictions blessées. L'histoire des spécialistes ne serait plus que de la lave refroidie, s'ils n'avaient la chance de recourir aux pages encore brûlantes du Mauriac mendésiste et du Barrès boulangiste. Mais il y a, aussi et surtout, le royaume littéraire dont nous parlions. Quand, soudain, les souvenirs de Port Royal reviennent dans son horizon, Mauriac est alors admirable. Sa ferveur pascalienne, son intransigeance port-royaliste peuvent lui faire maudire, le plus injustement du monde, la lignée capétienne, il est plus que jamais au cœur palpitant de sa mémoire et de sa sensibilité. N'a-t-il pas rêvé, tout jeune, d'écrire l'équivalent du chef d'œuvre de Sainte-Beuve, à propos, il est vrai, de Lamennais et de ses compagnons de *La Chênaie* ? La Chênaie pas si éloignée de Combourg, hanté par le « *petit François et sa sylphide* ». Lire et relire Mauriac, c'est partager les secrets d'une France intérieure, malheureusement en grand péril.

par Gérard Leclerc



■ François Mauriac - « *D'un bloc-notes à l'autre 1952-1969* », édition établie par Jean Touzot, éd. Bartillat, prix franco : 25 €.

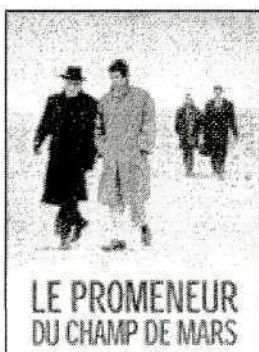
Mémoires interrompues

Le promeneur du Champ de Mars le dernier film de Robert Guédiguian, met en scène un Mitterrand au seuil de la mort. À voir, ne serait-ce que pour Michel Bouquet.

« Ça en fait rien, on appellera ça les mémoires interrompues », dit Mitterrand - alias Michel Bouquet - au jeune journaliste (Antoine Moreau, pour les besoins du film). On doit le scénario à l'ancien président et la mise en scène à Georges-Marc Benamou - auteur du livre *Le dernier Mitterrand* - et à Robert Guédiguian. Mais on est ici loin de *Marius et Jeannette*, charmante chronique provençale. À travers *Le promeneur du Champ de Mars*, c'est en présence de l'Histoire (avec un grand H) que se trouve le spectateur. Même si c'est souvent la petite histoire, mais n'est-ce pas la plus croustillante ?

Les anecdotes fourmillent. Les jugements sur Jospin ou le PS sont cruels ; d'autant plus cruels qu'ils sonnent juste, surtout rétrospectivement. « *Je suis le dernier des grands présidents. Après moi, il n'y aura plus que des financiers et des comptables* », fait-on dire à François Mitterrand. Un financier, il y en a eu un avant : Giscard était-il autre chose ? Et les comptables qui servent aujourd'hui de gouvernants à la France en sont restés aux manches de lustrine. Il ressort du film que le seul adversaire de Mitterrand, c'est

l'Histoire. Plus précisément, l'histoire en la présence de de Gaulle, dont le nom ne revient pas par hasard à plusieurs reprises. Le Président a beau jouer au chat et à la souris avec le journaliste, c'est bien à l'Histoire qu'il est affronté. D'autant que la souris se rebiffe : elle évoque Bousquet, la période d'avant la Résistance... Mais le Président a encore de la ressource, malgré sa maladie. Lorsque Antoine Moreau ne trouve qu'un mensonge de collégien - aller voir sa mère - pour s'absenter une semaine, il le coince malicieusement à son retour : « *Votre mère habite Vichy* » ? De là à penser que certaines écoutes...



LE PROMENEUR DU CHAMP DE MARS

Disons le, l'interprétation de Michel Bouquet est tout simplement magistrale, plus vraie que nature, sans jamais chercher à imiter le modèle. Le point faible du film est le personnage trop peu consistant d'Antoine Moreau et Jalil Lespert, qui l'interprète, a bien du mal à faire le poids face à Bouquet. Mais, à la fin des fins, le troisième personnage c'est la mort à travers l'histoire d'un homme qui touche à la fin de sa vie, qui le sait, et qui s'est forgé un destin hors du commun.

Alain SOLARI

Il était une fois...

Il était une fois un royaume d'Europe en 1940 dont les citoyens, quelles que fussent leur religion ou origine, vivaient en paix. Parmi eux, « chaque matin, leur roi sortait à cheval et parcourait les rues », seul et sans protection autre que l'affection du peuple.

Or voici que la guerre éclata et que des étrangers envahirent le pays, plantant leur funeste étendard jusque sur le palais du roi. Celui-ci le fit enlever et mit sa personne en travers des menaces, mais ne put empêcher l'occupant d'imposer peu à peu son ordre pervers au royaume. Jusqu'au jour où cet occupant décida... de forcer les Juifs à coudre sur leur vêtement une étoile jaune. Ce qui arriverait à ceux désignés par l'étoile, nul ne le savait, mais on redoutait le pire.

Le roi convoqua son tailleur et apparut le lendemain dans les rues portant l'étoile à son revers... Puisqu'il l'avait fait, tous le firent, si bien que l'on ne pouvait plus distinguer qui était juif et qui ne l'était pas !

Si l'on vous demandait dans quel pays la chose se passa, vous diriez aussitôt : « Le Da-

nemark ! » et vous aurez tort, car le récit du roi qui porte une étoile pour sauver les Juifs est une légende, bien qu'elle ait passé pour authentique bien des fois. Et cependant, vous auriez tout de même raison, car le royaume du Danemark a sauvé presque tous ses citoyens juifs en les faisant passer en Suède ou en les protégeant, même à Theresienstadt. Et l'on peut en attribuer le mérite au roi Christian X, qui mena en personne et à ses propres risques la résistance aux Nazis.

C'est ainsi que l'histoire est contée dans le petit album de Carmen Agra Deedy, finement illustré par Henri Sorensen et édité en Belgique. Une bien jolie légende pleine d'une vérité inoubliable.

Luc de GOUSTINE

■ Carmen Agra Deedy - « *L'étoile jaune* » - Ed. Mijade. - prix franco : 13 €.

Le numéro 43 de Cité vient de paraître (7 € franco)

■ Editorial par Luc de Goustine

DOSSIER « Travail & travail »

- *Capitalisme cognitif : les intermittences de la raison* par Philippe Arondel
- *La caméléon et la chaise* par Pierre-Etienne Heymann.
- *Une vieille dispute : comment déterminer le prix du travail ?* par Philippe Lauria

Magazine

- *L'Europe sans rivages* par Bertrand Renouvin
- *Apostasie au Tadjikistan* par Farroukh Arabov & Oumar Arabov
- *L'ange noir* par Criton des Alpes
- *Cantor et le transfini* par Olivier Bruneau
- *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?* par Alain Solari

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 19 et 20 mars 2005. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 19 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "La réforme des corps centraux de l'État" et, d'autre part, "Le démantèlement du droit social".

CARTES

Tous les adhérents de la NAR doivent maintenant avoir reçu les documents préparatoires pour le Congrès (textes des motions présentées par le Comité Directeur et invitations). A cet envoi était jointe la carte d'adhérent pour 2005 pour les adhérents à jour de cotisation.

Que ceux qui n'auraient pas reçu cette carte comprennent le message et régularisent rapidement leur situation...

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste doit impérativement augmenter le nombre de ses lecteurs et ne peut compter que sur ses abonnés pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du diner 5 €).

● Mercredi 9 mars - Tout le monde sait que Tintin fut le premier à poser pied sur la lune, bien avant les Américains. On se souvient que le général de Gaulle désignait le vaillant reporter comme son seul rival sérieux. Mais on ignore que *Le Sceptre d'Ottokar* s'analyse comme un traité de la légitimité monarchique et royale d'une belle profondeur historique et d'une pleine actualité. Tel est du moins notre point de vue officiellement affirmé par la Nouvelle Action royaliste. Nous avons décidé de soumettre notre thèse à l'avis d'un tintinophile et tintinologue réputé. Albert ALGOUD, qui montre quelques-uns de ses talents sur une chaîne cryptée, il a accepté de débattre avec nous de « Tintin politique ». Parlerons-nous de l'Extrême-Orient ? Du trafic des opiacés ? Des princes et des rois balkaniques ? Des accusations régulièrement portées contre Hergé ? Le mystère demeurera jusqu'à mercredi, mais nous faisons confiance au savant et à l'ami pour nous éclairer.

● Mercredi 16 mars - Le bicentenaire du sacre de Napoléon I^{er} n'a pas été un événement politique : quelques évocations historiques, quelques déclarations du prince Napoléon. Même si les royalistes estiment que l'empire est, à tous égards, étranger à la tradition politique nationale, il est clair que « L'empreinte de l'empereur » en France et en Europe est ineffaçable. Il faut donc tenter de prendre l'exacte mesure de cette aventure. Plutôt que d'organiser une confrontation entre royalistes et bonapartistes, nous avons choisi de réfléchir en toute rigueur scientifique et d'inviter dans cet esprit un historien de métier. Enseignant à l'École des Hautes études en sciences sociales et auteur d'un ouvrage remarqué sur la Terreur, Patrice GUENIFFEY a préfacé la réédition du « Napoléon » du royaliste Jacques Bainville. Quel regard peut bien porter un jeune historien de la Révolution française sur un historien royaliste qui vécut sous la III^e République ? Et comment tous deux regardent-ils le premier empereur des Français ? Réponses au cours de la soirée.

● Mercredi 23 mars - Prix Albert Londres pour « Chiennes de guerre », Anne NIVAT est connue pour ses reportages sur la Tchétchénie, cette « Guerre qui n'aura pas lieu » selon le titre d'un autre de ses livres – une guerre atroce qu'elle a vécue parmi les combattants. Notre invitée a récemment consacré un nouvel ouvrage aux « Lendemain de guerre en Afghanistan et en Irak » (cf. *Royaliste* n° 847), après avoir effectué dans ces deux pays des reportages longs, solitaires et périlleux. Après avoir écouté Olivier Roy sur l'Afghanistan, nous avons

demandé à Anne Nivat de parler de ces « Choses vues en Irak » qui nous permettront de mieux comprendre une situation simplifiée à l'extrême par les images et les commentaires des télévisions. La vie quotidienne du peuple irakien, la condition des femmes, le programme des partis kurdes, la situation des turkmènes, l'avenir problématique des chrétiens ne sont pas moins importants que les luttes entre les grandes tendances religieuses et politiques...

● Mercredi 30 mars - L'Allemagne, il y a vingt ans, c'était encore le « modèle allemand », à la fois économique et social. C'était encore, il y a quinze ans, une très grande puissance réunifiée qui inquiétait certains – persuadés que les anciennes rivalités belliqueuses allaient reparaitre. Aujourd'hui, l'Allemagne est en crise, l'économie éprouve durement les effets de la mondialisation et le chômage massif affecte violemment la société. Or la France subit une épreuve de même nature. D'où la question que pose aux Français et aux Allemands Édouard HUSSON, maître de conférences à l'université de Paris IV-Sorbonne, historien spécialiste de l'Allemagne à laquelle il vient de consacrer un nouvel ouvrage : « Une nouvelle coopération franco-allemande ? ». Souhaitable, elle ne sera utile que si les deux partenaires s'entendent sur une nouvelle politique monétaire, commerciale, industrielle et sociale qui pourrait inspirer d'autres États-membres de l'Union européenne. Cette politique d'avenir peut-elle être définie et précisée dans ses modalités ? Réponse avec notre invité.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La campagne raciale

Les obscénités proférées par Dieudonné contre la commémoration de la libération d'Auschwitz et le prétendu « lobby sioniste » sont à l'extrême pointe de la campagne raciale lancée par quelques groupuscules voici quelques années et qui se développe en ce moment de manière très inquiétante.

Est raciale la thématique qui vise à redéfinir la nation française selon des critères raciaux établis sur l'apparence physique. Écrivant cela, je m'expose à toutes sortes de critiques et d'accusations : néologisme douteux, paranoïa, néo-colonialisme, racisme... Les procès d'intention sont d'autant plus faciles que le racisme prospère, avec le soutien de milieux bien-pensants, dans une extraordinaire confusion qui risque de provoquer des amalgames injustifiés.

Confusion : imprécateurs, pétitionnaires et journalistes post-modernes mêlent la mémoire de la « Solution finale » aux guerres coloniales, à l'exploitation des salariés, aux politiques de relégation sociale, aux conflits du Proche-Orient...

Bonnes intentions : il s'agit de prendre le parti des victimes, de toutes les victimes des horreurs commises par les nazis, les nationalistes, les colonialistes, les impérialistes, les capitalistes. Tous sont réunis dans une même condamnation, tous sont également coupables : l'Allemagne, la France, Israël, les États-Unis...

Cette folie de l'équivalence, qui réunit dans la même violence une communauté de bourreaux et dans la même souffrance une communauté de victi-

mes aboutit à la destruction de la mémoire historique, du métier d'historien et de toute pensée sur l'histoire qui se fait. La politique en tant que telle est du même coup anéantie.

Cette séparation de l'humanité en deux camps est violemment sélective car les représentants autoproclamés des victimes oublient, dans leur mémoire souffrante, les Noirs réduits en esclavage par d'autres Noirs et par des Arabes ; les Français



d'Algérie, juifs, chrétiens et musulmans tués par le FLN ; les Israéliens qui meurent dans les attentats, les innombrables massacrés de toutes les récentes guerres en Afrique subsaharienne...

Nous n'avons pas affaire à une protestation humaniste, gentiment doloriste, demandant le droit à la reconnaissance historique des malheurs passés. Il suffirait alors d'envoyer les plaignants dans les bibliothèques publiques, riches de travaux de toutes sortes sur les traites négrières, la colonisation, la guerre d'Algérie, les camps de concentration.

À l'opposé de ce travail sur l'histoire et des controverses

scientifiques, nous sommes confrontés à une campagne haineuse qui manipule divers fragments mémoriels en vue de promouvoir des groupes de pression.

Dieudonné n'est que l'expression odieusement caricaturale de cette opération. Ce provocateur est vertueusement condamné par les antiracistes patentés mais certains d'entre eux participent en toute bonne conscience à la campagne racialisante.

Nous avons vivement critiqué la propagande en faveur de la « discrimination positive » et de la promotion de « minorités » ethniques à la télévision. Nous dénonçons pour les mêmes raisons le soutien apporté par *Libération* (1) à l'*Appel des indigènes de la République* lancé par des militants de l'extrême gauche, des Verts, des intégristes musulmans qui voudraient établir un front des colonisés passés et présents contre la France encore et toujours criminellement colonisatrice aux Antilles, en Guyane, sur le territoire métropolitain (2).

Il y a bien entendu débat – y compris entre nous – sur le passé colonial et sur la politique gouvernementale outre-mer. Mais nous ne voulons pas que nos concitoyens soient entraînés dans une logique de concurrence entre victimes. Dieudonné dit tout haut ce que les racistes pensent tout bas : les Juifs ne méritent pas d'être considérés comme des victimes absolues ; ils sont disqualifiés par les « crimes sionistes » ; le « peuple noir » est autant, sinon plus, victime que le peuple juif.

Telle est la nouvelle variante du négationnisme.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Libération* a titré sa Une du 22 février sur « Le malaise noir » ce qui laisse supposer l'existence en France d'un peuple noir, identifié, solidaire et uni dans la souffrance et la revendication.

(2) Cet appel est publié sur oumma.com.